



Intersyndicale Fonction publique du 30 aout 2017

Toutes les organisations syndicales de la fonction publique étaient présentes (sauf la CFDT excusée, retenue par son Université d'été). FO y participait en délégation UIAFP-FO.

Avec des nuances d'expression connues, chaque organisation a rejeté les premières annonces du Gouvernement et du ministre Gérald Darmanin :

- Gel de la valeur du point d'indice pour 2018
- Réinstauration du jour de carence en cas d'arrêt maladie
- Suppression de 120 000 postes confirmée
- Réduction drastique des contrats aidés

D'autres menaces planent toujours comme l'augmentation de 1,7 % de la CSG (Contribution Sociale Généralisée) dont les modalités de compensation ne sont toujours pas connues pour la Fonction publique, la décorrélation de la valeur du point d'indice suivant les versants de la Fonction publique ou encore les évolutions de la Réforme territoriale et les conséquences des Etats Généraux du Service public.

Depuis cette réunion, les ordonnances sur la loi travail, même si elles n'impactent pas directement la Fonction publique, pourraient avoir des répercussions notamment sur les fusions d'instances représentatives du personnel ou de création du compte professionnel de prévention. Rappelons-nous le CPA de la Loi El Khomri...

Face à ce constat et cette nouvelle régression des droits des fonctionnaires et agents publics, la question de la mobilisation a été posée dans les 3 versants de la Fonction publique.

4 organisations syndicales (FO, CGT, FSU et Solidaires) ont clairement affiché leur volonté d'établir le rapport de force rapidement (courant octobre) dans le cadre des futures présentations des projets de Loi de Finances et de Loi de finances de la sécurité sociale. La FA-FP semblant sur la même longueur d'ondes.

L'Unsa, la CGC et la CFTC restent prudentes, indiquant vouloir attendre les prochaines réunions sur la préparation des Etats généraux du service public et sur la CSG pour prendre position.

La majorité des organisations syndicales souhaitant mener la lutte dans l'unité la plus large, il a été ainsi décidé de reporter la prise de décisions d'une mobilisation lors de la prochaine intersyndicale Fonction publique le 14 septembre prochain.

Cette réunion sera décisive au regard des mandats de chacun et déterminera la date de la mobilisation, ses modalités et ses participants.

Pour FO Fonction publique, il n'est pas acceptable que la Fonction publique et ses agents restent les variables d'ajustement des politiques budgétaires libérales.

La mobilisation sera donc à l'ordre du jour de nos différentes instances !

PARIS, le 1^{er} septembre 2017